

## 1.6 Emploi et revenus des non-salariés selon le sexe

**F**in 2017, 1,05 million de femmes exercent une activité non salariée, à titre principal ou en complément d'une activité salariée (hors agriculture). Elles représentent 37 % de l'ensemble des **non-salariés** (figure 1), contre 49 % des salariés. Les femmes non salariées optent plus souvent que les hommes pour le statut de **micro-entrepreneur** (ME), hormis dans les transports et la construction. Plus des deux tiers des femmes non salariées travaillant dans l'industrie ont choisi ce statut, contre un tiers des hommes (figure 2) ; elles y exercent des activités souvent peu lucratives, telles que la fabrication de bijoux de fantaisie ou l'habillement. Parmi les seuls **non-salariés classiques**, les secteurs les plus féminisés sont la santé, où les femmes sont majoritaires, et les services aux particuliers, notamment les services personnels (coiffure, soins de beauté, etc.). À l'inverse, seulement 4 % des non-salariés de la construction sont des femmes.

Depuis 2008, l'emploi non salarié féminin est plus dynamique que celui des hommes, y compris ou hors ME. Parmi les non-salariés classiques, les effectifs féminins, en baisse en 2009 lors de la crise économique, ont globalement augmenté de 1,5 % entre 2008 et 2013, et stagnent depuis (figure 3). La part des femmes dans le non-salariat a ainsi augmenté continûment sur la période, passant de 31,2 % en 2008 à 35,2 % en 2017 (37,4 % sur l'ensemble y compris ME), notamment parce qu'elles sont davantage présentes dans des secteurs moins touchés par la crise économique comme la santé. *A contrario*, les effectifs masculins ont diminué de 16,4 % entre 2008 et 2017, la baisse étant particulièrement marquée sur les quatre dernières années.

Moins nombreuses que les hommes, les femmes sont aussi moins rémunérées. En 2017, elles ont retiré en moyenne 2 100 euros par mois de leur activité non salariée, soit 27 % de moins que les hommes (2 870 euros). Cet écart de rémunération est plus faible si l'on considère les seuls non-salariés classiques (- 22 %) ou les ME (- 12 %). Il est plus accentué globalement en raison de la surreprésentation des femmes

dans le micro-entrepreneuriat, où les revenus sont très faibles.

Parmi les non-salariés classiques, les femmes gagnent presque deux fois moins que les hommes dans les professions de santé, en moyenne plus rémunératrices : le métier exercé, le temps de travail, l'ancienneté ou la localisation expliquent en partie cet écart. Les différences de **revenu** sont également très élevées dans l'industrie, où les femmes perçoivent 1 700 euros par mois en moyenne, soit 45 % de moins que leurs homologues masculins (3 110 euros). L'écart est plus modéré dans le commerce et les transports.

Hors ME, alors que les femmes déclarent à peine moins souvent que les hommes un revenu nul (7,8 % contre 8,6 %, figure 4), les écarts de revenu entre femmes et hommes s'observent tout au long de l'échelle des revenus et croissent à mesure qu'on s'élève dans la distribution. Ainsi, parmi celles qui ont dégagé un revenu positif, la moitié a perçu moins de 2 340 euros, soit un revenu **médian** inférieur de 8 % à celui des hommes (2 530 euros). L'écart est similaire dans le bas de la distribution : 10 % des femmes ont gagné moins de 500 euros par mois, niveau inférieur de 6 % au **décile** de revenu correspondant (D1) pour les hommes. L'écart est en revanche plus prononcé dans le haut de la distribution : 10 % des femmes ont gagné plus de 6 710 euros par mois, soit 28 % de moins que le décile de revenu correspondant (D9) pour les hommes (9 320 euros). Les inégalités de revenu, mesurées par le **rapport interquartile** ou par le **rapport interdécile**, sont ainsi plus élevées pour les hommes que pour les femmes.

Les inégalités de revenu entre femmes et hommes tendent à se réduire un peu. Les femmes ont notamment bénéficié d'une dynamique de revenu plus favorable entre 2008 et 2013, leur revenu moyen ayant augmenté de 8,7 % en euros constants, alors qu'il a stagné pour leurs homologues masculins. Depuis 2013, le revenu inclut désormais une partie des dividendes perçus ; selon cette nouvelle définition, le revenu moyen des femmes a augmenté de 12,2 % entre 2013 et 2017, contre + 10,2 % pour les hommes. ■

### Définitions

**Non-salariés, micro-entrepreneur** (ME), **non-salariés classiques, revenu** (d'activité), **médiane, décile, rapport interquartile, rapport interdécile** : voir annexe *Glossaire*.

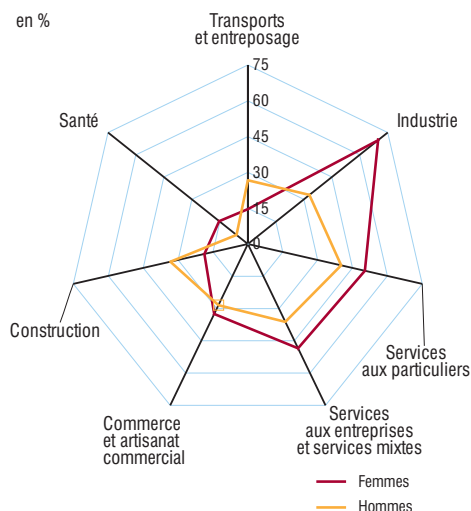
# Emploi et revenus des non-salariés selon le sexe 1.6

## 1. Effectifs et revenus d'activité mensuels selon le sexe en 2017

	Effectifs au 31/12 (en milliers)	Part des femmes (en %)	Revenu mensuel moyen		
			Femmes	Hommes	Écart (en %)
			(en euros)		
<b>Non-salariés classiques</b>	<b>1 867</b>	<b>35,2</b>	<b>3 030</b>	<b>3 880</b>	<b>- 21,9</b>
Industrie (hors artisanat commercial)	72	18,3	1 700	3 110	- 45,3
Construction	245	4,1	1 970	2 610	- 24,5
Commerce et artisanat commercial	354	31,4	2 290	2 790	- 17,9
Transports et entreposage	59	11,2	1 870	1 990	- 6,0
Services aux entreprises et services mixtes	378	30,5	3 770	5 120	- 26,4
Services aux particuliers	320	45,1	1 380	1 880	- 26,6
Santé et action sociale	441	58,3	4 080	7 700	- 47,0
<b>Micro-entrepreneurs</b>	<b>928</b>	<b>41,9</b>	<b>440</b>	<b>500</b>	<b>- 12,0</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2 795</b>	<b>37,4</b>	<b>2 100</b>	<b>2 870</b>	<b>- 26,8</b>

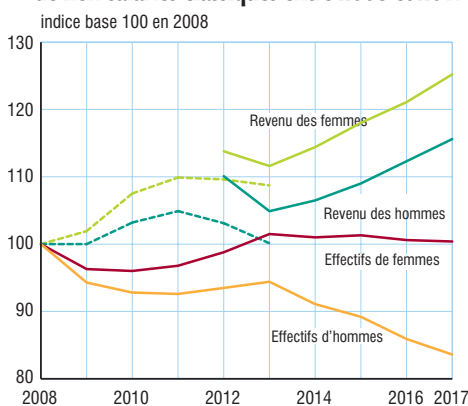
Note : les non-salariés taxés d'office sont pris en compte dans les effectifs, mais pas dans les revenus.  
 Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre 2017, hors agriculture.  
 Source : Insee, base non-salariés 2017.

## 2. Part des micro-entrepreneurs par secteur selon le sexe en 2017



Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre 2017, hors agriculture.  
 Source : Insee, base non-salariés 2017.

## 3. Évolution du revenu moyen et des effectifs de non-salariés classiques entre 2008 et 2017



Note : la définition du revenu a changé en 2013. Les courbes en trait plein (respectivement en trait pointillé) illustrent les évolutions selon la définition du revenu en vigueur à partir de 2013 (respectivement avant 2013). Les non-salariés taxés d'office sont pris en compte dans les effectifs, mais pas dans les revenus.

Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre, hors micro-entrepreneurs et hors agriculture.  
 Source : Insee, bases non-salariés.

## 4. Dispersion des revenus mensuels des non-salariés classiques par sexe en 2017

	Part des revenus nuls (en %)	Dispersion (hors revenus nuls) (en euros)					Indicateurs d'inégalités (hors revenus nuls)	
		D1	Q1	Médiane	Q3	D9	Q3/Q1	D9/D1
Femmes	7,8	500	1 130	2 340	4 090	6 710	3,6	13,5
Hommes	8,6	530	1 250	2 530	4 950	9 320	4,0	17,6
<b>Ensemble des non-salariés classiques</b>	<b>8,3</b>	<b>510</b>	<b>1 210</b>	<b>2 460</b>	<b>4 580</b>	<b>8 330</b>	<b>3,8</b>	<b>16,2</b>

Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre 2017, hors taxés d'office, hors micro-entrepreneurs et hors agriculture.  
 Source : Insee, base non-salariés 2017.